ISSN 0024-7650

M 6189 - 1261 - 9,00 F

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 261 - 4 septembre 1992 - prix : 9 F

Référendum :

les partisans du oui nous trompent, ceux du non en font autant

TRAVAILLEURS, ABSTENONS-NOUS DE CHOISIR ENTRE NOS ADVERSAIRES

Référendum

LES PARTISANS DU "OUI" NOUS TROMPENT, CEUX DU "NON" EN FONT AUTANT

A l'approche du référendum du 20 septembre, l'alternance des sondages favorables au "oui" et favorables au "non" a fait monter le ton de part et d'autre. Les partisans des deux options se succèdent pour dramatiser le choix qui serait offert ce jour-là. Pour les partisans du "oui", celui-ci serait tout simplement un "oui" à la reprise et à l'expansion économique, et le "non" ne pourrait qu'ouvrir la porte à la régression. Pour les partisans du "non", ce serait à peu de chose près le contraire.

Et chacun d'y aller de sa phrase et de ses postures de théâtre ; Rocard les défenseurs du "oui" ! Comme si la régression des conditions sociales, l'extension du chômage, la précarité de l'emploi n'étaient pas déjà là et avaient attendu Maastricht pour se manifester, et comme si les ennemis des travailleurs étaient à rechercher exclusivement parmi les financiers d'outre-Rhin et non parmi les patrons bien français, comme tend à le dire le PCF !

Mitterrand a voulu avec le référendum diviser la droite et c'est assez réussi. Quant à savoir si le Parti Socialiste en profitera beaucoup, c'est beaucoup moins sûr. même quand il faut mettre 10 000 travailleurs dehors pour qu'une action gagne quelques points à la Bourse... et les reperde le lendemain.

Avec ou sans Maastricht, ce qui attend les travailleurs dans cette période de crise qui se prolonge, c'est la continuation de cette offensive patronale contre laquelle aucun bulletin de vote ne les défendra. Il est temps, plus que temps, qu'ils se défendent avec leurs armes de classe, qu'ils se fassent entendre en dictant leurs conditions, en se servant de leur force et de leur nombre. Il leur faut malheureusement en gran-

TRAVAILLEURS, ASBTENONS-NOUS DE CHOISIR ENTRE NOS ADVERSAIRES

de mettre en garde contre un "Munich politique", Delors de mettre sa place à la commission de Bruxelles en jeu comme si elle avait une quelconque importance à part pour lui-même ! Certains adjurent Mitterrand de se sacrifier et de démissionner pour sauver les chances du "oui", tandis que Le Pen, se prenant toujours pour Jeanne d'Arc, veut lancer sa campagne pour le "non" depuis la cathédrale de Reims et que le PCF, partisan du "non" sans être gêné par la compagnie des Pasqua et Le Pen, essaye de nous convaincre que le "non" en cas de victoire serait "porteur d'espoir".

Tout cela, c'est se moquer du monde, et des travailleurs en particulier. Comme si un traité obscur visant à l'aménagement des relations monétaires entre Etats européens pouvait apporter par lui-même la solution à la crise économique dans laquelle ceux-ci se débattent depuis vingt ans sans en sortir, comme tendent à le dire Mais tout cela relève d'un jeu politicien qui n'a rien à voir avec la question posée et de toute façon ne présente aucun intérêt pour les travailleurs.

Alors vouloir faire croire qu'en votant "oui" ou "non" ceux-ci auraient un quelconque moyen de dire vraiment leur avis, de peser vraiment sur leur avenir, de choisir vraiment entre deux voies politiques, c'est de toute façon se payer leur tête. Victoire du "oui" ou victoire du "non", le patronat européen et français continuera de dicter ses intérêts aux gouvernements, européens et français, avec un traité de Maastricht ou sans, ou avec un autre. Car il sait, lui, se faire obéir des ministres sans croire à la magie des urnes ou des bulletins de votre marqués "oui" et "non". Il se moque bien de l'avis des électeurs et, avec l'aide des gouvernements quels qu'ils soient, il se donne les moyens de faire passe "l'intérêt des entreprises" - c'est-à-dire celui du patronat - pour l'intérêt général, de partie réapprendre à le faire, en France comme à l'échelle européenne et au-delà. Aucune magie des urnes, aucun pouvoir du bulletin "oui" ou du bulletin "non" ne le leur évitera.

C'est de ce point de vue que les travailleurs n'ont à faciliter ni le succès du "oui" qui serait celui de Mitterrand, Chirac ou Giscard, ni celui du "non" qui serait celui des Séguin, des Pasqua ou des Le Pen.

S'abstenir de choisir entre ses ennemis, ce serait déjà la preuve qu'on sait les discerner. Sinon, comment pourrait-on les combattre ?

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Pour Maastricht ou pour mars 93 ?

LE MONDE POLITIQUE FRANÇAIS EN TRANSE

Le monde politique français en transe... Le petit monde politique français vibre au rythme des sondages. Surprise, voilà le "non" donné gagnant à 51% contre 49%. Mieux même, on le donne à 52 contre 48. Puis, plouf ! Le voilà re-donné perdant à 47 contre 53, aux dires d'une autre agence... Jour après jour, avec un petit millier de sondés chacun, les tenants du monde politique français, les ordinateurs d'IPSOS, de BVA ou de Louis Harris, perturbent le rythme cardiaque des leaders classiques, bêtement en chair et en os.

La Paix en Europe ? Espérons-le.
En attendant c'est la guéguerre des politiciens...



Mitterrand n'était nullement tenu de faire un référendum pour ou contre les accords de Maastricht. La décision du gouvernement et un vote du parlement pouvaient suffire. Mais avec une cote de popularité du PS en chute, et des législatives au printemps, ce politicien roué qu'est Mitterrand a voulu jouer fin et se servir de ce traité européen pour un "coup" politique. Il savait que, face à leur électorat, les leaders de la droite seraient partagés entre leur approbation réelle des accords économiques européens, leur aversion à faire voter "oui" à Mitterrand, et la crainte de voir la surenchère patriotarde de Le Pen leur prendre encore quelques voix. Et Mitterrand espérait bien, avec son référendum, "casser" la droite.

De ce point de vue, c'est réussi. Et bien mieux, il a en prime aussi cassé le centre, cassé la gauche, cassé, au sein de la gauche, le PS. Les écologistes de Brice Lalonde annoncent qu'en vue des prochaines législatives ils casseront leur alliance avec le PS. Et Mitterrand s'est empressé de faire annoncer par Bérégovoy que, même s'il perd, lui ne se cassera pas.

Puisque les principaux leaders de la droite comme les principaux dirigeants du PS ne pouvaient pas faire moins que d'appeler à voter "oui", ou au pire "oui-mais", tout le monde au départ devait croire l'affaire dans le sac. Et Mitterrand le premier, qui s'y voyait sans doute déjà plébiscité. Avec à la clé, de sa part, un calcul : plus tellement celui de relever la cote d'amour du PS trop érodé par 11 ans de pouvoir, mais celui, en échange, de trouver, en scindant la droite, une alliance pour les prochaines élections avec une partie de celle-ci, ou au moins de "tester" la possibilité d'une nouvelle majorité parlementaire après mars 1993.

Le résultat du 20 septembre dira si les actuels sondages donnant un résultat incertain auront finalement servi à dramatiser le référendum et à mobiliser l'électeur, ou seulement annoncé un grave revers politique pour Mitterrand. En tout cas, depuis que le jeu semble s'avérer un jeu de pile ou face, tout le monde politicien est entré en transe. Les Barre et Rocard, qui chacun de son côté aurait préféré jouer le présidentiable au-dessus de la mêlée, sont sortis de leurs tanières, craignant qu'une victoire du "non" ne diminue leurs chances d'entrer à l'Elysée. Pasqua, au contraire, en rêve pour supplanter Chirac à la tête du RPR, voire à la présidentielle. Delors met sa valise dans la balance : si le "non" l'emporte, il la boucle et quitte la Commission de Bruxelles. Et Fabius a dû refermer la sienne après avoir offert aux écologistes de Waechter 50 circonscriptions aux prochaines législatives s'ils acceptent de s'allier au PS... Proposition sur laquelle ces derniers ont préféré cracher de peur d'être, en mars prochain, dans le camps des perdants.

Bien sûr, pour dimanche 20 septembre tout ce beau monde appelle à aller voter. Et à voter pour de grands principes, évidemment, ou pour ce qu'eux considèrent comme de grands principes : pour l'Europe, ou pour la patrie. Pour l'Europe commerciale qui battrait les USA pour les uns, pour l'Europe rose et sociale disent plus hypocritement les autres. Pour la patrie de Jeanne d'Arc version Le Pen, ou celle de la Première République version Chevènement.

Que de mots ! C'est seulement pour le Palais Bourbon tout au bord de la Seine, ou celui de l'Elysée sur l'autre rive, que fanatiques des frontières d'un côté, passionnés de commerce européen de l'autre rompent des lances.

L'Europe unie, la vraie, celle des travailleurs, de l'union des peuples et de l'abolition des frontières n'a rien à voir avec ces guéguerres politiciennes, ni avec ces petits bouts de papier qu'on nous appelle à mettre dans des boîtes.

Olivier BELIN



LO

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

aura lieu
Vendredi 2 octobre 1992
à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24 rue Saint-Victor à Paris 5e
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

Région parisienne

LES LOYERS EN FOLIE

Le gouvernement vient de reconduire pour un an le décret censé limiter les hausses de loyers du secteur privé en région parisienne : une mesure dérisoire et hypocrite.

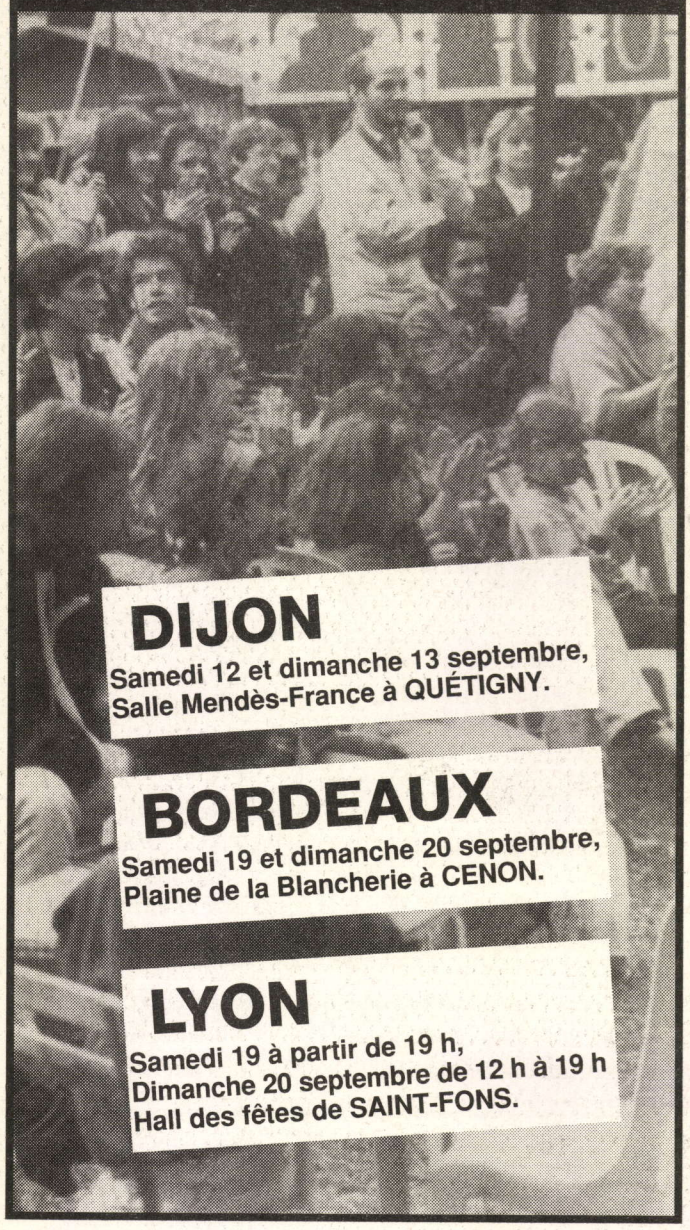
Au bout des trois ou six ans de leur bail, à l'occasion de son renouvellement, les locataires en place ne devraient pas subir d'autre augmentation que celle de l'indice du coût de la construction. C'est ce que prévoit le décret, avec quelques cas d'exceptions. Rien de nouveau : il y a déjà trois ans que cette réglementation existe et qu'un certain nombre de propriétaires ne se gênent pas pour passer outre.

Mais il ne fait pas bon déménager. En cas de nouvelle location, c'est le coup de massue. Le décret ne joue pas et la loi générale permet de fortes hausses. De toute façon, 40 % des nouveaux loyers seraient fixés sans tenir compte de la loi, selon l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP), organisme officiel. Résultat, le nouvel arrivant paye en moyenne 20 % de plus que le locataire précédent. Les locataires emménagés en 1991 payaient en moyenne, au début 1992, 3 652 F par mois - sans les charges - pour 42 m^2 à Paris et 3 378 F pour 52 m^2 en proche banlieue, toujours d'après les chiffres de l'OLAP.

Le gouvernement a su organiser le blocage des salaires mais devant la flambée des loyers, il reste bizarrement impuissant.

S.L.

FÊTES de Lutte Ouvrière



DIJON
Samedi 12 et dimanche 13 septembre,
Salle Mendès-France à QUÉTIGNY.

BORDEAUX
Samedi 19 et dimanche 20 septembre,
Plaine de la Blancherie à CENON.

LYON
Samedi 19 à partir de 19 h,
Dimanche 20 septembre de 12 h à 19 h
Hall des fêtes de SAINT-FONS.



Le Bot/Gamma

Waechter, en compagnie de Jacques Delors, à Saint-Nazaire. L'université d'été, cela fait réfléchir !

GREFFE VERTE SUR LA ROSE ?

Le Conseil national des Verts, réunis à Saint-Nazaire pour adopter une position quant au référendum de Maastricht et discuter d'un éventuel accord avec le PS pour les prochaines législatives, sur les deux questions s'est montré divisé.

En juin dernier, le Conseil national des Verts s'était prononcé pour un "oui conditionnel" à Maastricht en déclarant attendre du chef de l'Etat des engagements sur les libertés, les mesures sociales et l'environnement.

On sait ce que valent les engagements, même les plus solennels, dans le monde politicien. Mais de toute façon il n'y en a pas eu. Pas d'engagement politique, mais cependant une véritable proposition de marchands... de fauteuils et de maroquins. Le PS, en effet, se serait déclaré prêt, dans 50 circonscriptions, à laisser la place aux Verts, lors des prochaines élections législatives. Des représentants du gouvernement leur auraient même proposé d'entrer dans celui-ci, lors d'un remaniement qui aurait lieu après le référendum.

Ces propositions ont provoqué une certaine agitation, et même un trouble certain dans l'assemblée de Saint-Nazaire. Pas tant parce que de telles démarches auraient choqué la vertu des Verts. Aujourd'hui, nombre de leurs responsables ne prennent plus la peine de cacher leurs ambitions, ni les tractations qui s'opèrent dans les coulisses pour les réaliser.

Et comme le PS est à la recherche d'alliances pour affronter les prochaines élections législatives, l'occasion est belle de faire monter les enchères.

Seulement voilà, l'alliance avec le PS est-elle profitable à terme ? Douloureux dilemme !

Certains responsables, comme Guy Cambot, secrétaire national et proche de Waechter, ou Didier Anger, se sont déclarés prêts à participer au gouvernement "*le plus tôt possible*", expliquant qu'une telle participation crédibiliserait leur mouvement et leur permettait d'obtenir des sièges de députés.

Une autre dirigeante, Dominique Voynet, elle, s'est déclarée contre l'approbation du traité de Maastricht, et contre la proposition du PS. Est-ce parce que les engagements des socialistes en matière sociale ou d'écologie lui paraissent insuffisants ? Non, c'est surtout parce qu'elle considère que ces propositions risquent d'être un cadeau empoisonné. "*On ne vole pas au secours d'une équipe en perdition*", a-t-elle déclaré, pas charitable pour deux sous.

Waechter, plus résigné que convaincu, a fini par dire, à la fin de ce débat politicien "*qu'il n'était pas ministrable*" car, a-t-il ajouté, "*si les Verts sont capables de faire signer un contrat* (aux socialistes), *il ne peut être appliqué en six mois*".

Pas ministrable pour le moment.... qu'il dit. On verra ! L'odeur de la soupe provoque manifestement chez les Verts de bien curieuses démangeaisons, et même chez certains un appétit féroce.

Sylvie MARECHAL

LE CITOYEN CHEVENEMENT EN MOUVEMENT

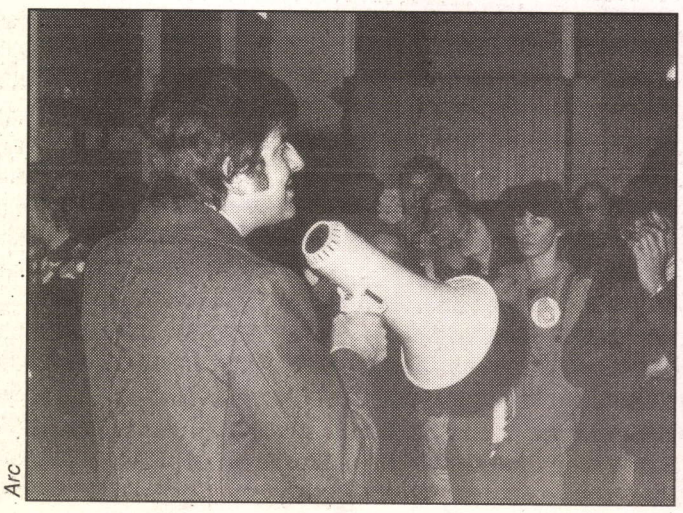
Jean-Pierre Chevènement, député PS, ancien ministre -le dernier poste ministériel qu'il a occupé au sein du gouvernement socialiste a été celui des Armées- est monté une fois encore -mais ce n'est certainement pas la dernière- au créneau en annonçant la création d'une nouvelle organisation politique : le Mouvement des citoyens. Ce n'est pas encore la rupture avec le PS, annonce son entourage -il n'est pas question en particulier d'abandonner son fief : la fédération socialiste du Territoire-de-Belfort, dont Chevènement est à la fois le maire et le député- mais cela pourrait préparer une telle rupture. Il est de bonne tactique, en tout cas, d'en agiter la menace.

Le nouveau mouvement parle même de présenter ses propres candidats lors des prochaines élections législatives, car il proclame son ambition d'être "*un recours à la fois pour la gauche et le pays tout entier*". Rien moins ! Chevènement, après tant d'autres, se pose donc en recours et se propose de faire don de sa personne à la France. Et il tient à ce que cela se sache dans les chaumières. D'où cette obstination laborieuse à susciter les occasions de faire parler de lui, en montrant qu'il se situe... ailleurs. Des fois qu'entre tous ces politiciens en quête de carrière, les citoyens ne sachent plus où donner de la voix.

Ainsi il a choisi d'être le champion du "non" à moitié au sein, à moitié à côté du PS, tout en travaillant à rassembler autour de lui des hommes comme Max Gallo, autre ex-ministre, quelques "rénovateurs" ou "reconstructeurs" du PCF, auquel le chanteur Francis Lalane est venu joindre son filet de voix.

Chevènement a ironisé sur l'attitude de la majorité de son parti -pour l'instant- le PS : "*On entend, a-t-il dit, Bérégovoy appeler Chirac : au secours, la droite revient ! Les épouvantails d'hier sont devenus les sauveurs d'aujourd'hui*". Bien vu, certes ! Mais que dire des sauveurs "de gauche" de demain, tel Chevènement, qui n'épouvantent pas grand-monde et surtout pas la droite ?

J. P. V.



Arc

Chevènement en "militant de base", il y a une vingtaine d'années. Et maintenant, nouveau départ ?

MAASTRICHT ET SES ENJEUX... RÉELS OU SUPPOSÉS

Tandis qu'à entendre les partisans du "non", l'acceptation du traité de Maastricht entraînerait rien moins que la perte d'indépendance de la France, sa non-ratification, selon les partisans du "oui", bloquerait quarante années de patiente construction européenne. Ces prises de position ont au moins en commun de reposer autant l'une que l'autre sur un bluff pour tenter de dramatiser un référendum dont le vrai enjeu touche bien plus aux jeux politiciens qu'à l'avenir de l'Europe.

AFP



Périgor, président du CNPF, présentant une "charte" en faveur de l'Europe. De toute façon les capitalistes ont bien l'intention de faire l'Europe à leur façon, Maastricht ou pas !

Car le contenu du traité de Maastricht ne rompt pas avec l'image qu'on peut se faire de la construction européenne depuis que l'idée en a été lancée en 1951, lors du lancement de la Communauté du charbon et de l'acier. En effet, la nécessité pour les capitalistes européens de construire un grand marché qui leur permette de se développer à une échelle digne de leurs concurrents internationaux ou japonais, s'est constamment heurtée aux obstacles légués par l'histoire : des Etats nationaux bâtis pour défendre les intérêts de leur bourgeoisie, et d'elle seule. Et, au fil des négociations, passées, présentes (et à venir ! , n'en doutons pas), ce souci des représentants de la Communauté européenne, à six, à neuf, à dix ou à douze, est resté (et restera) constamment présent.

UNE MONNAIE UNIQUE ?

On parle, soit pour s'en inquiéter, soit pour s'en féliciter, de la création d'une monnaie unique. "*Aucun gouvernement national décidé à respecter le traité ne pourra échapper à l'impitoyable mécanique de l'Union économique et monétaire*" , proteste Philippe Séguin, dans le camp du "non". Il fait mine de découvrir un mécanisme économique qui n'a pas attendu le traité de Maastricht pour se mettre en place.

Les milieux économiques et financiers, surtout s'ils appartiennent aux pays les mieux lotis d'Europe, sont partisans d'arriver à une forme de monnaie unique. Une certaine stabilité monétaire est une condition indispensable aux échanges. Le système monétaire européen (SME), qui a remplacé le "serpent monétaire" en 1979, a été chargé, bon an mal an, de maintenir cette stabilité entre les différentes monnaies européennes. Depuis sa mise en place, le SME, en principe, n'autorise pour chaque monnaie nationale que des fluctuations limitées autour d'un pivot central, une monnaie abstraite fabriquée pour servir de référence commune... le fameux écu (initiales de "European Currency Unit", pour "unité monétaire européenne").

L'idée de franchir un pas supplémentaire en faisant adopter l'écu comme une monnaie commune au plus grand nombre possible d'Etats membres de la CEE se trouve dans le traité de Maastricht. Ce ne serait d'ailleurs qu'une extension de ce qui existe déjà et, comme les partisans de cette idée restent prudents, sa réalisation reste lointaine et conditionnelle : pas avant 1999, si rien ne s'y oppose.

UN TRAITÉ BIEN CONDITIONNEL

En admettant que le traité soit ratifié par tous les Etats concernés, trois phases sont prévues : la phase actuelle avec la libération des mouvements de capitaux et le renforcement de la coopération économique. Ensuite, à partir du 1er janvier 1994, les Etats devront rapprocher leurs économies, en fonction de leurs taux d'inflation, du montant de leur dette, de leur déficit budgétaire et de leurs taux d'intérêt. Les parités entre les diverses monnaies devraient alors être fixées irrévocablement. Ensuite, si sept pays au moins remplissent les conditions nécessaires, la dernière phase commencera à la fin de 1996, ou bien à la fin de 1998 si on ne compte que quatre ou cinq pays seulement remplissant les critères.

A ce stade-là, une Banque centrale européenne serait mise en place et l'écu, monnaie commune, serait introduit au cours de l'année 1999, dans un nombre de pays qu'on ne peut préciser aujourd'hui. La création d'une telle banque ne signifierait pas la dissolution du pouvoir des Etats nationaux. Ce n'est pas parce qu'elle disposerait d'une autonomie par rapport aux Etats que ceux-ci cesseraient d'exister. Elle s'inspirerait des relations qu'entretient avec son Etat la Bundesbank allemande, dont le fonctionnement est relativement autonome de l'Etat.

Dans le débat électoral actuel, on nous brandit la "menace" de la domination du Mark allemand représentée par le traité de Maastricht. Mais il y a belle lurette que ce marché commun, comme d'autres pays, est devenu une zone d'échange où la monnaie la plus forte est le Mark allemand. Et cela non du fait d'un traité, mais du fait des rapports de forces économiques. Le SME tient déjà compte de ce fait, en prévoyant que le Mark, à lui seul, représente près de 31 % du panier monétaire composant l'écu, contre 19,4 % au franc français et 12 % à la livre anglaise, ses outsiders. Et, Maastricht ou pas, ce qui préside, et présidera, aux échanges comme aux relations monétaires reste le rapport de forces économiques.

De toute manière, cette union monétaire en projet conserve la même caractéristique que toutes les réalisations de la Communauté européenne, celle d'être précaire et surtout pas irréversible. Les multiples paragraphes commençant par "si" et les nombreuses hypothèses de dérogations envisagées ne sont pas là pour rien dans les formulations du fameux traité. L'union monétaire reste, elle aussi, une construction à tiroirs. A tout moment, il restera possible pour les uns comme pour les autres de faire marche arrière comme on a pu voir, à l'occasion, la Grande-Bretagne sortir du SME.

LES ÉTERNELLES HÉSITATIONS DES BOURGEOISIES EUROPÉENNES

Ici, le débat "pour ou contre Maastricht" est devenu aujourd'hui une pomme de discorde électorale non seulement entre les différents partis politiques de la bourgeoisie mais également au sein même de ces formations au point qu'il devient bien difficile dans cet imbroglio de retrouver sa droite et sa gauche. Mais, si tous les gouvernements n'ont pas choisi la voie du référendum, ce débat, s'il n'a pas partout pris un tour aussi politicien, n'en existe pas moins au sein des bourgeoisies européennes.

Celles-ci restent partagées entre les avantages et les inconvénients d'un grand marché unifié. Ce que chacune peut y gagner sur le plan économique, un marché élargi, des transactions simplifiées, ne risque-t-il pas de se réaliser au prix d'une perte de souveraineté ? La mise en place d'autorités supranationales, ne serait-ce qu'en matière économique, comporte évidemment le risque de perdre une partie des avantages, liés à l'existence d'un Etat national au service particulier de chaque bourgeoisie.

Certains, comme Barre, estiment qu'il vaut mieux "*un écu qui ressemble au deutsche Mark qu'un deutsche Mark sur lequel je ne peux avoir aucune influence*". Dans le même état d'esprit, le gouverneur de la Banque de France pense, au nom du réalisme, que l'important est de rester "*au coeur du processus de décision*". Mais s'il est plus facile pour les représentants de la haute finance de plaider dans le sens de la supranationalité, dans la mesure où une large part de leurs activités à travers des organismes comme la Banque mondiale, par exemple, s'effectue dans un cadre international relativement large (sans toutefois que les contraintes étatiques soient d'ailleurs abolies), d'autres couches de la bourgeoisie dont les activités économiques sont plus dépendantes du cadre national sont évidemment plus réticentes.

Cela dit, l'avenir de la construction européenne dépend moins de l'opinion que peut s'en faire telle ou telle couche de la bourgeoisie que de la conjoncture économique. Les plus réticents le seraient moins si les experts pouvaient leur garantir un développement économique et une expansion sans limites. Et chaque fois que la situation économique s'est dégradée, on a vu les différents Etats européens tirer la couverture à eux et se plaindre de leurs principaux rivaux, comme ces derniers temps où la plupart des gouvernements européens se plaignent que le gouvernement allemand ait relevé unilatéralement ses taux d'intérêts.

Autant dire que dans ce débat où il est moins question de l'Europe en général que de savoir pour les capitalistes comment ils peuvent continuer à prospérer, l'enjeu réel de l'approbation ou non par la France du traité de Maastricht n'est en fait pas bien lourd.

Les capitalistes sont les premiers à se moquer des résultats de votes, et même des traités et à savoir imposer leur politique et leurs intérêts indépendamment des fluctuations électorales. Aux travailleurs d'Europe d'apprendre à en faire autant, pour leurs propres intérêts de classe, indépendamment des miroirs aux alouettes électoraux qu'on leur présente de temps à autre.

L'avenir que nous préparent ceux qui gouvernent l'Europe, avec ou sans traité de Maastricht, n'est jamais que celui que nous concocte le capitalisme depuis des décennies : plus de profits pour ceux qui possèdent les moyens de production et plus de difficultés pour ceux qui subissent sa domination.

Pour que les travailleurs aient l'espoir d'y mettre un terme, il faudrait au moins qu'ils se préparent à croiser le fer avec leur propre bourgeoisie.

Jacques FONTENOY

Yougoslavie

LES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES FACE À LA GUERRE

La "conférence de paix" qui s'est achevée à Londres le 28 août aura réuni les principaux leaders des cliques nationalistes en guerre ouverte ou larvée dans l'ex-Yougoslavie. Mais malgré la solennité quelque peu outrancière que les dirigeants occidentaux ont tenté de lui donner, cette conférence, avec les accords qui y ont été conclus et aussitôt bafoués, ira rejoindre dans les oubliettes de l'histoire toutes les initiatives du même ordre qui l'ont précédée.

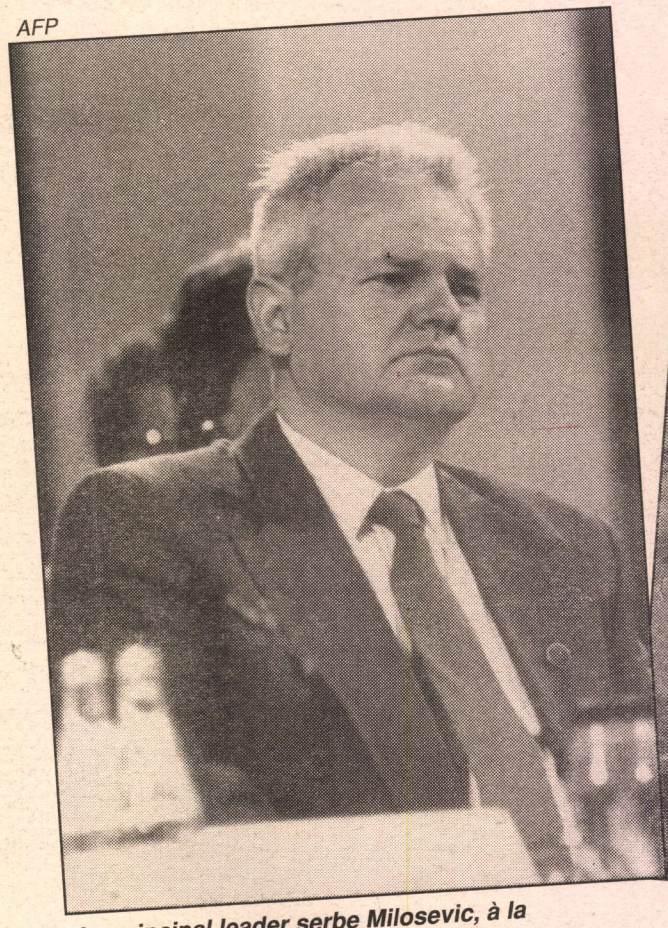
Sur le terrain, la conférence de Londres n'a assurément rien changé à la réalité de la guerre, qui se poursuit comme si de rien n'était. Même l'annonce, faite en grande pompe par le gouvernement britannique, de la fin du siège de Gorazde, ville musulmane assiégée depuis cinq mois par les milices serbes de Bosnie, s'est révélée n'être en fin de compte qu'un coup de publicité manqué.

En revanche, ce que la conférence de Londres a montré, c'est une coupe saisissante de la réalité politique qui se cache derrière la guerre civile yougoslave. Non seulement celle des rivalités entre cliques se réclamant de nationalités soi-disant ennemies pour justifier leurs propres appétits de pouvoir. Mais aussi les rivalités entre cliques se réclamant du même nationalisme et revendiquant le monopole de sa représentation, en particulier entre les diverses factions se parant du drapeau serbe, celle du président Milosevic, celle de son Premier ministre, le milliardaire californien Panic, ou encore celles du leader serbe de Bosnie, Karadzic, ou du leader serbe de Croatie, Zecevic.

Pour afficher leur bonne conscience et se donner l'air de faire quelque chose aux yeux de leur opinion publique, les puissances occidentales n'auront en fin de compte qu'offert une tribune de plus aux politiciens rivaux qui s'arrachent les dépouilles de l'ex-Yougoslavie.

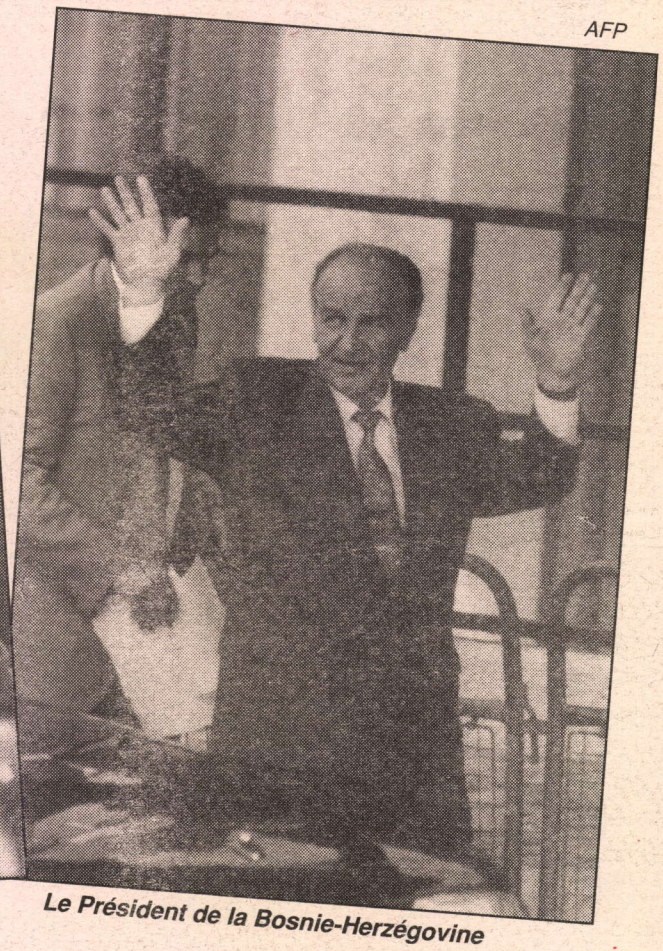
Après la conférence de Londres

AFP



Le principal leader serbe Milosevic, à la conférence de Londres

AFP



Le Président de la Bosnie-Herzégovine

LES HÉSITATIONS DES GRANDES PUISSANCES

L'échec, difficilement niable, de la conférence de Londres va-t-il remettre sur le tapis l'éventualité, tant discutée ces derniers mois, d'une intervention militaire occidentale pour mettre fin à la guerre ?

Pour l'instant, on peut en douter. Témoin, le nouveau médiateur désigné par la Communauté Européenne, David Owen. Ce lord conservateur qui siégeait il y a onze ans encore à la direction du Parti Travailliste, était jusqu'alors un bruyant partisan d'une intervention aérienne occidentale musclée, genre guerre du Golfe. Il vient de surprendre tout le monde en déclarant qu'il ne pouvait y avoir d'intervention occidentale que politique et économique au travers du futur "forum de la paix" qui doit s'établir à Genève sous la houlette commune des Nations Unies et de l'Europe.

Sans doute les postes honorifiques peuvent-ils aider les politiciens ambitieux à se livrer aux volte-face les plus radicales. Mais celle de Lord Owen reflète bien le dilemme des puissances occidentales et leur crainte de s'embourber dans une intervention militaire qui, tout en risquant de leur coûter très cher économiquement et politiquement, ne garantirait nullement la stabilisation politique qu'ils souhaitent dans les Balkans.

D'où les gestes publicitaires, la débauche de menaces verbales, les embargos plus ou moins appliqués, les expéditions "humanitaires" symboliques. D'où, également, toutes ces tentatives de médiations, de la conférence de Londres au forum de Genève, qui sont autant de démonstrations de l'impuissance des grandes puissances à éteindre cet incendie yougoslave qui les inquiète.

Mais, à l'inverse, cette accumulation de preuves de leur impuissance à faire régner l'ordre impérialiste dans le monde, présente à terme des risques pour les grandes puissances. Ce flottement dans la politique de l'impérialisme ne risque-t-il pas d'encourager tous ceux qui, en Europe centrale, dans l'ex-URSS ou ailleurs dans le monde sont prêts à tenter leur chance les armes à la main pour essayer de se tailler un territoire à la mesure de leurs ambitions, quitte à multiplier les tensions, les conflits et le désordre mondial ?

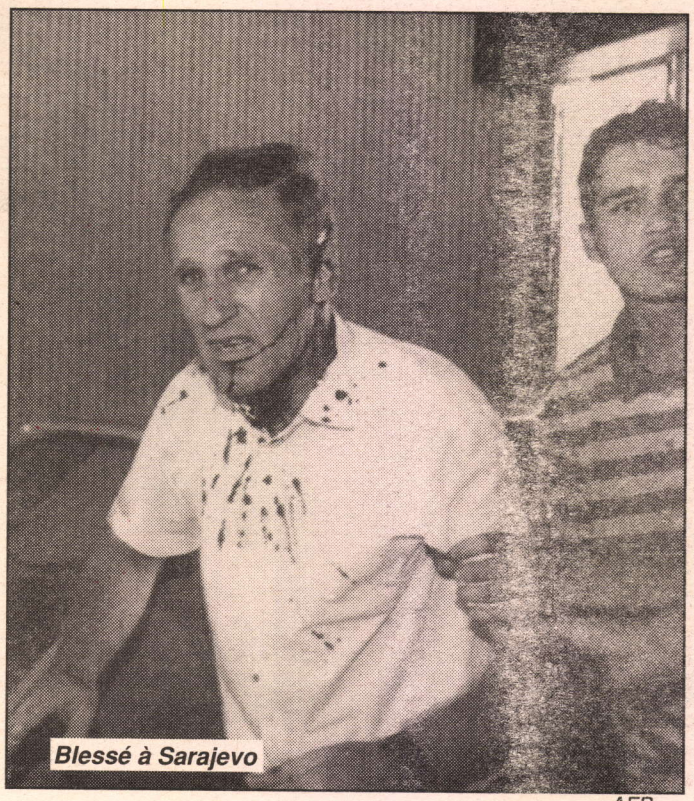
LES INTÉRÊTS DE L'IMPÉRIALISME SONT À L'OPPOSÉ DE CEUX DES PEUPLES

Les intérêts de l'impérialisme sont à l'opposé de ceux des peuples

On ne peut donc pas exclure qu'à un moment ou à un autre, les puissances occidentales finissent par se décider à intervenir quand même. Seul l'avenir le dira. Mais ce qui est sûr, c'est qu'une telle intervention ne règlerait rien.

D'abord parce que l'on verrait alors, comme à la conférence de Londres, les cliques armées se livrer à une surenchère d'autant plus forcenée pour s'assurer une place lors du partage final.

Ensuite parce que, si les puissances impérialistes se décidaient à intervenir, ce ne serait pas pour des raisons humanitaires mais en fonction de leurs intérêts et objectifs propres, et avec leurs propres méthodes. Peut-être verrait-on même le front actuel des grandes puissances se diviser, pour défendre chacune sa propre zone d'influence, par factions rivales interposées sûrement, ou pire, en s'affrontant directement sur le terrain.



Blessé à Sarajevo

AFP

Et dans tout cela, que resterait-il des intérêts des peuples qu'une telle intervention, entend-on aujourd'hui, serait supposée préserver ?

Qu'en est-il resté, là où l'impérialisme est intervenu militairement, directement ou indirectement dans le passé, que ce soit par exemple au Moyen-Orient, dans le conflit palestinien, ou plus récemment, en Irak ?

Non seulement ces interventions n'ont pas réussi à stabiliser la situation politique de façon durable, mais elles ont laissé des stigmates bien plus durables qui sont autant de facteurs d'explosions et de souffrances pour les peuples qui les ont subies. Témoins ces dictatures rétrogrades et souvent sanguinaires qui pavent le Moyen-Orient, mises en place non pour permettre aux populations de vivre ensemble, mais pour permettre aux cliques les plus responsables vis-à-vis des intérêts impérialistes de se tailler une parcelle de pouvoir, dans le cadre d'Etats trop pauvres pour subvenir aux besoins matériels, et encore moins aux aspirations démocratiques, de leur population mais suffisants pour engraisser une clique privilégiée retranchée derrière un appareil d'Etat lourdement armé par l'Occident.

C'est là le seul avenir, le seul "ordre international" que l'impérialisme serait en état de garantir aux peuples des Balkans s'il se décidait à se mêler plus étroitement de leur sort, comme il l'a fait pour les peuples du Moyen-Orient ou d'autres régions du monde... Leur avenir, les peuples n'ont d'autre choix que de le construire ensemble, en se débarrassant de toutes ces cliques de bandits armés qui ne peuvent apporter que massacres et oppression. Y compris les plus importantes de ces cliques : les armées de l'impérialisme.

François ROULEAU

Allemagne

Après Rostock
VIOLENCES XÉNOPHOBES ET CONTRE-MANIFESTATIONS



AFP

La police tentant de rétablir l'ordre à Rostock dans la nuit du 27 août.

Après l'incendie du foyer d'immigrés de Rostock, les violences xénophobes n'ont pas cessé en Allemagne. Ni à Rostock même, où des bandes d'extrême-droite et des jeunes se sont encore affrontés les deux jours suivants, cette fois avec la police ; ni ailleurs en Allemagne où dans une douzaine de villes -essentiellement sur le territoire de l'ex-RDA- des groupes de quelques dizaines d'individus, parfois plus d'une centaine, ont tenté de s'en prendre à d'autres foyers. Mais fort heureusement, nulle part ailleurs qu'à Rostock, ces tentatives n'ont suscité de manifestation de soutien de la part de la population locale, celle-ci n'étant pas venue, même seulement pour voir de près et applaudir.

Ces incidents attestent que l'activité des groupes d'extrême-droite continue sur ce même terrain, cherchant partout où c'est possible, sur la base de l'hostilité aux étrangers, à rencontrer l'approbation de la fraction de la population la moins favorisée.

Parmi la partie politisée de la population d'Allemagne -tant occidentale qu'orientale- que ces résurgences d'une idéologie à relents de nazisme inquiètent et révulsent, des réactions se sont organisées. Dans nombre de villes importantes, des rassemblements, des défilés ont eu lieu dans les jours qui ont suivi les incidents de Rostock. Ce fut le cas à Rostock même dès le lendemain. Des organisations se sont mobilisées, à l'extrême-gauche, parmi les Verts, dans des syndicats, et aussi avec le PDS de Gregor Gysi, (le parti qui a pris la succession du parti unique de l'ex-RDA du temps d'Honecker).

Quelques centaines de personnes, ou quelques milliers parfois, à chaque fois, ont tenu par leur présence à montrer leur réprobation et leur aversion face à ces nouvelles tentatives de dresser la population allemande contre les étrangers.

Samedi 29 août, ce sont environ dix mille personnes qui sont venues de différents points d'Allemagne, et se sont retrouvées dans les rues de Rostock pour protester "contre les pogromes", à l'appel de ces mêmes organisations.

Certes il y a actuellement en Allemagne des forces et des énergies militantes qui veulent se dresser contre cette extrême-droite, et qui souhaitent lui barrer la route. Et heureusement, ces forces sont encore numériquement bien supérieures à celles des nostalgiques du nazisme. Mais le problème ne se pose pas seulement dans les termes du rapport de forces militant d'aujourd'hui. Il s'agit d'empêcher, sur les bases de la situation actuelle, ou pire en cas de détérioration de la situation économique avec pour conséquence le développement du chômage, que l'extrême-droite n'apparaisse comme le recours le plus radical contre l'ordre établi. Car c'est cela qui peut la mettre en mesure d'enrôler et d'organiser la population, qui se révolte contre sa condition, et en particulier sa fraction la plus jeune. Et empêcher cela dépend non seulement du nombre et du courage de ceux qui veulent aujourd'hui s'opposer à une nouvelle marée de la "peste brune", mais aussi des perspectives qu'ils sont capables d'offrir à ceux qui payent les frais d'une réunification au bénéfice du grand capital, et les frais de la crise de l'ensemble du système capitaliste.

Il ne peut y avoir d'opposition conséquente contre la montée de l'extrême-droite, sans volonté révolutionnaire d'en finir avec le capitalisme.

Louis GUILBERT

Japon

LA RELANCE PAR LE YEN

Fin août, le gouvernement japonais a annoncé son plan de relance de l'économie. Parce que le Japon a beau être l'épouvantail dont le patronat français se sert volontiers pour justifier les suppressions d'emploi au nom de la lutte contre la concurrence étrangère, il n'en est pas moins touché par la récession mondiale, comme tout le monde.

Mais, il est vrai, là s'arrête le parallèle avec la France. On est loin des excuses minables que s'ingénie à trouver Mitterrand pour camoufler les milliards de plus qu'il distribue au patronat français. Au Japon, c'est carrément l'équivalent de 430 milliards de francs que l'Etat débloque ouvertement pour revitaliser les affaires de la bourgeoisie.



AFP

La bourse de Tokyo : le capitalisme libéral ne peut se passer d'aide de l'Etat

Plus de la moitié de ce pactole sera affectée au financement des équipements publics, et donc tombera directement dans les caisses des grandes entreprises, en particulier celles du bâtiment qui sont menacées comme partout ailleurs par la dégringolade fulgurante des cours immobiliers.

Ensuite 60 milliards serviront justement à maintenir ces cours immobiliers par l'achat massif de terres par les collectivités publiques. Autant de milliards qui ont toutes chances de tomber dans les caisses des gros propriétaires fonciers, soit directement en leur rachetant leurs terres, soit indirectement en enrayant la dévaluation de leur fortune.

Enfin, 120 milliards seront injectés dans le système bancaire pour financer des prêts à faibles taux d'intérêt pour le patronat.

Tout cela venant s'ajouter à une première injection de 100 milliards de francs dans le système bancaire, faite au début août, pour compenser la croissance du nombre des mauvais payeurs.

Au soi-disant pays du "miracle libéral", les capitalistes ne comptent décidément pas sur les sornettes de la libre concurrence, mais bien sur les bons milliards sonnants et trébuchants des caisses de l'Etat, pour maintenir leurs profits.

Comme partout ailleurs…

F.R.

Somalie

SPÉCULATION ÉLECTORALE SUR LA FAMINE

La presse et la télévision n'en finissent pas ces dernières semaines de louer la générosité de l'aide humanitaire des grandes puissances à l'égard de la Somalie.

Les Etats-Unis se sont en effet engagés à acheminer 80 000 tonnes de vivres d'ici la fin de l'année et 145 000 tonnes supplémentaires en 1993. Quant à la France, après la visite de Bernard Kouchner, elle a décidé d'un programme d'aide d'urgence exceptionnel d'un montant de 30 millions de francs. Aux dernières nouvelles l'aide commencerait seulement à porter quelques fruits. Dans la ville de Baïdoba, sinistrée par la guerre civile et la famine, il y a cinq semaines, une soixantaine d'enfants s'éteignaient chaque jour. Maintenant il n'en mourrait plus "que" dix par jour, ce qui est encore énorme, et ce dans une seule ville, qui a bénéficié d'une part importante de l'aide envoyée dans le pays...

Devant ce résultat les gouvernements occidentaux ont tout de même le front de se montrer satisfaits. Le gouvernement américain s'est même félicité d'être "au premier plan" de l'aide humanitaire, oubliant combien cette aide a été tardive et bien insuffisante. Car la famine en Somalie - comme au Soudan, en Ethiopie ou au Kenya - a été annoncée de longue date par les organismes internationaux, telle la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et aurait pu être évitée si les gouvernements occidentaux s'en étaient donné les moyens. Dans la seule Somalie, de septembre 1991 à mars 1992, la guerre civile - d'ailleurs alimentée en armes par les puissances occidentales - a fait 25 000 morts. Dès cette époque, les risques de famine étaient prévisibles.

Les gouvernements des pays riches font mine aujourd'hui de découvrir la gravité de la situation. Le *Washington Post* fait remonter au 10 juillet dernier *"le premier signe d'intérêt manifesté par le président Bush"* à l'égard de la Somalie. Le 19 juillet, il se serait déclaré "bouleversé". Neuf jours pour s'émouvoir d'une telle catastrophe : quelle spontanéité dans la générosité !

Cette soudaine sollicitude à l'égard de la Somalie trouve son origine - aux Etats-Unis comme en France d'ailleurs - dans des préoccupations bassement électoralistes. Bush ne veut pas se montrer en reste à l'égard de son rival Bill Clinton qui dénonçait jusqu'alors tout aussi hypocritement la famine en Somalie.

On pourrait se réjouir bien sûr que les Somaliens bénéficient indirectement de cette sordide surenchère électorale. Ce serait oublier bien vite que cette aide, somme toute dérisoire, peut cesser avec les résultats des élections et que par exemple les 145 000 tonnes de vivres promises pour 1993 pourraient très bien tomber définitivement dans les oubliettes.

Les dirigeants des puissances occidentales étalent, pendant les périodes où leurs mandats sont en jeu, les miettes qu'ils accordent aux pays du Tiers Monde. Ils se dédouanent ainsi à bon compte de leurs responsabilités à l'égard de ces pays qu'ils plongent dans la misère en les exploitant sans vergogne.

Louise PLANE

Peterson/Gamma



Arrivée de l'aide américaine

Turpin/Gamma



Mais déjà combien de victimes de la famine ?

Togo

UN DICTATEUR TOUJOURS EN PLACE

AFP



Mitterrand accueilli par Eyadema, en 1983.

AFP



Emeutes à Lomé, en mars 1991

Le général Eyadema, à la tête de l'Etat togolais depuis presque 25 ans à la suite d'un coup d'Etat, fort du soutien de l'armée, vient d'obtenir le report, à une date ultérieure non précisée, d'un référendum initialement prévu pour le dimanche 23 août. Cette consultation électorale devait clore la *"période de transition vers la démocratie"*, période du coup prolongée de 4 mois... jusqu'à la prochaine prolongation.

La dictature d'Eyadema reposait sur l'armée et un système de parti unique. Son régime a été ébranlé l'année dernière par la mobilisation de la population : la capitale Lomé a connu en juin 1991 une grève générale et plusieurs journées d'émeutes. Le général-dictateur s'est vu obligé d'accepter la réunion d'une conférence nationale, constituée de représentants de l'opposition. Tous ces politiciens, jusque-là tenus à l'écart du pouvoir, n'avaient d'autre revendication que de se voir ouvrir les cercles dirigeants. La plupart se montrèrent très modérés, prêts à de nombreux compromis, entre autres le maintien d'Eyadema à la tête de l'Etat pendant une période de transition.

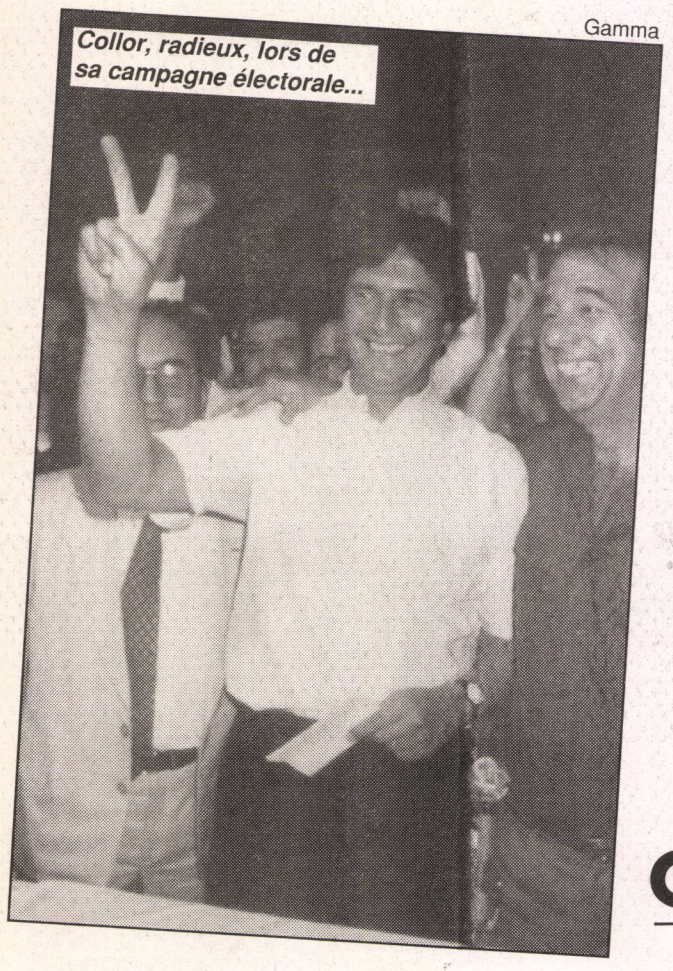
Une "cohabitation" s'est donc instaurée entre un gouvernement, élu par la Conférence nationale, avec un ancien dirigeant de la Ligue des droits de l'homme à sa tête, Joseph Kokou Koffogoh, et l'ancien dictateur demeuré président. Mais celui-ci n'avait pas l'intention de passer la main. Très vite, cela tourna au bras de fer, avec un atout certain en faveur d'Eyadema : il pouvait compter sur l'appui de l'armée qui lui restait fidèle. Une armée de 12 000 hommes que l'opposition, respectueuse de ce garant de l'ordre social, s'est bien gardée d'attaquer.

Durant l'année écoulée, les militaires, à plusieurs reprises, ne se sont pas gênés pour sortir de leurs casernes. Ainsi, en décembre 1991, ils ont pris d'assaut le siège du gouvernement, fait prisonnier le Premier ministre, Joseph Kokou Koffigoh, et imposé la formation d'un nouveau gouvernement plus conforme à leurs vœux, c'est-à-dire comptant davantage de membres de l'ancien parti unique. Et ces dernières semaines, des militaires ont perpétré des attentats contre des personnalités connues de l'opposition : d'après un rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme, le propre fils du général Eyadema aurait participé à une embuscade contre un opposant, Gilchrist Olympio, le 5 mai ; le 23 juillet, un autre opposant, Tavio Amorin, était abattu en pleine rue par un policier, toujours en liberté...

Cette politique visant à intimider l'opposition a donc porté ses fruits, et Eyadema n'est peut-être pas loin d'avoir retrouvé une grande partie de ses pouvoirs. Il le doit à son armée, une armée formée et encadrée par des militaires français. Ce qui souligne la responsabilité de l'impérialisme français et l'hypocrisie de ses dirigeants quand ils font des discours sur la démocratie...

Brésil

Gamma



Collor, radieux, lors de sa campagne électorale...

Sassaki/Gamma



Manifestation pour réclamer le départ de Collor

Corruption et fraude à grande échelle

COLLOR LÂCHÉ PAR LES SIENS ?

Le 26 août dernier, la Commission parlementaire d'enquête sur les agissements de l'homme d'affaires Paulo Cesar Farias, trésorier de la campagne électorale de Collor, a adopté un rapport qui met en cause le président lui-même et engage sa procédure de destitution. Et il a beau nier comme un beau diable, il semble en mauvaise posture. Les manifestations de rue contre lui n'ont fait que se multiplier : 200 000 personnes à Sao Paulo le 26 août, 80 000 à Brasilia, etc. Les affichettes fleurissent : *"Ne vole pas : le gouvernement n'aime pas la concurrence."*

Pour sauver la mise de Collor il suffirait qu'un tiers des députés s'abstiennent de voter sa destitution, mais ses soutiens politiques les plus fermes, les chefs de file de sa majorité, commencent à vaciller. Ses propres ministres ont déclaré qu'ils ne démissionneraient pas, mais assureront la continuité de l'Etat. Les politiciens, les patrons et les généraux font une cour assidue au vice-président Itamar Franco, qui se retrouverait président en cas de démission ou de destitution de Collor. Bref, la bourgeoisie brésilienne semble avoir choisi de se débarrasser de Collor, premier président élu au suffrage universel depuis une trentaine d'années et dont le mandat ne devait expirer qu'en janvier 1995...

Bien sûr, les finances et les méthodes de Collor étaient mises en cause déjà pendant sa campagne électorale. Rejeton d'une famille de caciques de l'Alagoas, un Etat du Nordeste brésilien, chouchouté par la dictature militaire, il semblait avoir hérité des traditions de violence et de corruption de son milieu. Mais c'est au début de l'année 1992 que les accusations sont devenues plus précises et plus nombreuses. En mai, son frère Pedro faisait éclater le scandale dans une interview à *Veja*, le plus grand hebdomadaire du pays. Ses accusations contre Farias, trésorier de campagne de son frère, contraignaient le Parlement à former en juin une commission d'enquête. Les partisans du président y étaient alors majoritaires. Mais les témoignages, les 40 000 chèques étudiés et les enquêtes parallèles des journalistes ont confirmé que le gang de trafic d'influence de Farias était bien lié à Collor et à ses proches.

Une fois percés les paravents, prête-noms et pseudonymes qui s'interposaient entre Farias et Collor, le mécanisme de la corruption est apparu dans toute sa simplicité. Les caisses de Farias étaient alimentées par des pots-de-vin versés par des entreprises en vue d'obtenir des marchés d'Etat et par des surfacturations dans les commandes de la plupart des ministères. On parle aussi de blanchiment d'argent de la drogue, des liaisons existant avec le cartel de Cali, rival de celui de Medellin sur le marché colombien de la cocaïne.

Avec les centaines de millions de dollars récoltés, Farias achetait de l'or, des immeubles et des entreprises dans les pays riches ; rachetait des entreprises d'Etat privatisées (on le soupçonne d'être le véritable propriétaire de la VASP, une des principales compagnies d'aviation brésiliennes) ; aidait les campagnes électorales de nombreux politiciens, à charge pour ceux-ci de renvoyer l'ascenseur (le goût de ces gens-là pour la discrétion se retourne maintenant contre Collor, après l'avoir d'abord favorisé) ; arrosait enfin largement le président, sa famille, ses amis, ses ministres.

Ainsi c'est lui qui payait les frais de la résidence privée de Collor à Brasilia, la "Maison de la Dinde". Il a versé 10 millions de dollars pour la réaménager, un million pour les jardins. Il réglait les factures d'eau, d'électricité, les salaires des domestiques, secrétaires, chauffeurs, les achats de voitures, les billets d'avion, la clinique pour le chien, etc. En deux ans et demi, Collor aurait reçu 161 millions de dollars. Pas mal pour un homme qui se présentait comme un "chasseur de maharadjah" et qui avait axé toute sa campagne présidentielle sur la dénonciation de la corruption !

Dans une société qui repose sur l'exploitation de la majorité de la population, la corruption est évidemment le pain quotidien de tous les régimes, dans tous les pays, et ni Collor ni ses associés ne sont des exceptions. Ce n'est pas le feuilleton des fausses factures des partis politiques français qui persuadera du contraire. Mais Collor a peut-être oublié qu'au Brésil la dictature n'était plus là pour faire taire la presse et l'opinion en toutes circonstances, qu'il a des rivaux et des envieux et que sa politique ne fait pas que des heureux. L'inflation est revenue à des taux de 20-25 % par mois. Les réductions de personnel et la baisse du niveau de vie frappent les couches populaires. Autant de raisons qui peuvent faire que les dirigeants politiques, et au-delà la bourgeoisie brésilienne et ses commanditaires impérialistes, n'aient guère envie de défendre Collor et ces maladroits qui se sont fait prendre la main dans le sac et qui, de surcroît, peuvent faire des boucs émissaires tout trouvés pour l'aggravation de la situation.

Rejoints sur ce terrain par les organisations politiques et syndicales qui prétendent représenter la classe ouvrière, et qui se limitent soigneusement au terrain parlementaire et préfèrent, elles aussi, s'attaquer aux fraudeurs malchanceux plutôt qu'à l'exploitation.

Vincent GELAS

LA GUERRE, CELA PEUT PAYER POUR CERTAINS

Avec la guerre du Golfe, les forces militaires du Koweït ayant été annihilées, voilà des contrats tout trouvés pour les capitalistes américains, anglais, et aussi français. Un accord vient donc d'être conclu pour que des sociétés françaises rééquipent la marine koweïtienne.

Détruire le matériel et en revendre du neuf ensuite, ça fait toujours marcher les affaires des marchands de canons. Et les Thomson, Matra, etc. piaffaient d'impatience depuis plus d'un an...

LES PTT PROFITENT DU CHÔMAGE POUR S'OFFRIR DE LA MAIN-D'ŒUVRE À BON MARCHÉ !

A défaut de faire régresser le chômage, le gouvernement ne manque pas de ressources pour faire baisser les statistiques du nombre de chômeurs... enregistré à l'ANPE. La dernière idée de l'été : étendre le système des "Contrats Emplois Solidarité" (CES), non seulement en autorisant les entreprises publiques à y avoir recours, mais même en leur demandant de le faire. Il s'agit d'emplois à temps partiel pour chômeurs de longue durée (plus de douze mois), financés en grande partie par l'Etat.

Les PTT ont sauté sur l'aubaine.

En effet 10 000 de ces "Contrats Emplois Solidarité" vont être créés sur l'ensemble des PTT (La Poste et France Télécom) : ce seront des emplois à mi-temps, 20 heures par semaine, payés au SMIC (soit environ 2300 F net par mois), avec des contrats de trois mois ou six mois, renouvelables une seule fois.

Au nom de la "solidarité" contre le chômage, les PTT vont profiter de celui-ci pour s'offrir une main-d'œuvre à bon marché, et ils vont même, de fait, accroître le chômage.

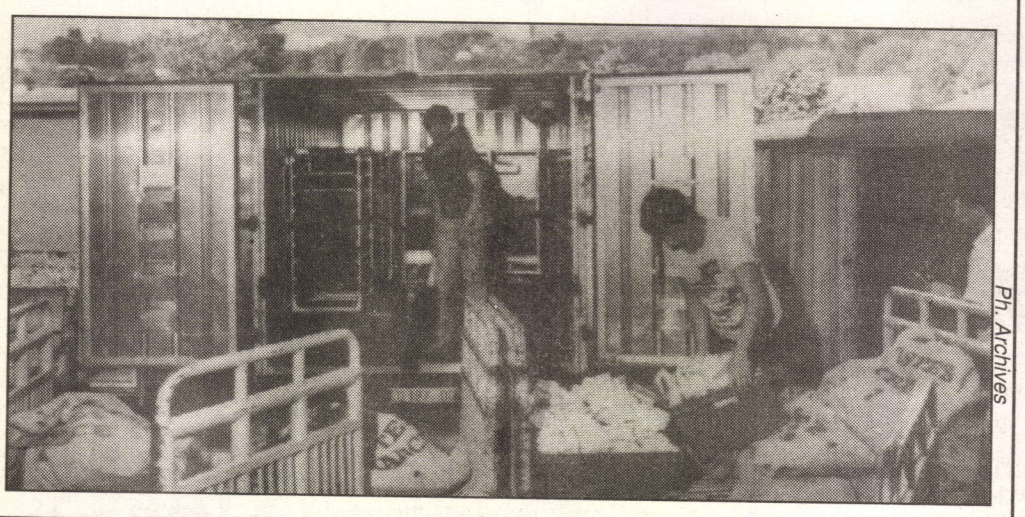
Car il ne faut pas s'y tromper, bien sûr. La Poste et France Télécom vont utiliser ces nouveaux embauchés pour faire le travail que faisaient jusque-là des employés, fonctionnaires à plein temps. Dans les bureaux de La Poste, centres de tri et chèques postaux notamment, par exemple, ces embauchés à mi-temps viendront travailler 4 heures par jour, aux seules heures de pointe de trafic, évidemment. Avec deux mi-temps, La Poste en aura même ainsi plus qu'avec un emploi à plein temps.

Depuis 1983 sur l'ensemble La Poste et France Télécom, le nombre d'emplois a été réduit de 25 000 (sur 450 000 au total). Et plusieurs milliers de reçus aux concours de recrutement des PTT attendent encore d'être nommés, certains déjà depuis deux ans.

En embauchant sous cette forme plusieurs milliers de CES, les PTT vont pouvoir encore diminuer le recrutement d'agents à plein temps.

Et ils vont s'offrir en échange une main-d'œuvre sous-payée, qu'ils auront même pour une bouchée de pain, puisque c'est l'Etat qui paye 85 % du salaire de ces emplois qui sont de plus dégrevés de charges sociales. Et puis ce n'est évidemment pas le même budget : car, en résumé, en plus des timbres ou communications téléphoniques sur les recettes desquelles les PTT payent leurs employés, le contribuable payera sur ses impôts la grande partie du salaire des demi-smicards des PTT qui vont remplacer ceux qu'on aurait dû, sinon, embaucher à plein temps et plein salaire.

Correspondant LO



Ph. Archives

À LA POSTE... ÇA VA PAS MIEUX

La Poste a augmenté en douce un certain nombre de tarifs de ses services financiers cet été, entre 10 % et 300 % estiment les syndicats des PTT. Pire, elle s'autorise à facturer un certain nombre de services jusque-là gratuits, comme les oppositions à un chèque ou une carte, le rejet d'un chèque. Il pourra vous en coûter 10 F pour consulter au guichet la position de votre compte. La Poste s'intéresse à votre argent... ça c'est sûr.

REPRISE OÙ ES-TU ?

Selon les comptes trimestriels de l'Institut National de la Statistique, la croissance pour le second trimestre 1992 est de 0,1% au total, mais la consommation des ménages est en baisse. Les entreprises qui sont en expansion sont celles qui exportent, et celles qui vendent dans l'hexagone sont en recul.

Quoi d'étonnant à cela ? Les salaires continuent à baisser : pour que "nos" capitalistes fassent de bonnes affaires à l'extérieur, ils rétrécissent le marché intérieur. Mieux vaudrait taper dans leurs profits plutôt que dans nos salaires. Pour la reprise, ce serait plus efficace.

LES MENTEURS NE CHÔMENT PAS

Le gouvernement est content, les chiffres du chômage auraient baissé en juillet de 0,5%. Curieusement c'est surtout le nombre des chômeurs de longue durée qui est en baisse. Convoqués un par un, 400 000 de ceux-ci seraient "sortis" du chômage au cours du premier semestre. Un tiers aurait trouvé un emploi, les autres ayant accepté un stage de formation ou un "travail d'utilité publique".

Pendant ce temps, les licenciements dans les entreprises ont augmenté plus que jamais : 300 000 pour le premier semestre. Mais pour le gouvernement, ce n'est pas ça qui compte. Cacher un peu le chômage, le temps d'une élection, suffit à sa peine...

LA CRISE, CE N'EST PAS POUR TOUT LE MONDE

Les patrons de l'automobile pavoisent. Renault-Williams est devenu champion du monde des constructeurs en Formule 1. Peugeot a remporté un autre championnat du monde au Japon. Mais ce qu'ils considèrent comme leurs exploits sont aussi bien sonnants et trébuchants. Renault annonce un profit record pour le premier semestre de 1992 : 5,44 milliards de francs.

Ces performances-là en cachent d'autres, elles, sur le dos des travailleurs. Car Renault, Peugeot, ce sont aussi des champions en matière de licenciements en masse ! Et ce n'est pas sans rapport.

RMO, QUI EST L'ESCROC ?

Le PDG de l'entreprise de travail intérimaire RMO se serait fait escroquer de 5,3 millions de francs par un faux prince arabe. Celui-ci lui promettait d'investir 150 millions de francs pour renflouer la société en faillite et lui permettre de conserver son emploi de PDG.

Il promettait aussi de renflouer l'équipe cycliste RMO, qui, avec la voile et la boxe, autres activités de sponsoring du PDG, coûtait 40 à 50 millions par an. Bilan : aujourd'hui, il n'y a plus d'équipe sportive RMO, il n'y a plus de société RMO, il n'y a plus qu'un déficit de 750 millions de francs.

Alors si l'escroc n'était pas un prince, l'escroquerie n'est pas seulement là où on nous la montre : les 15 000 intérimaires de la société RMO en liquidation judiciaire depuis le 6 août n'ont toujours pas touché leur salaire de juin et de juillet !

P.M.

ÉCHOS DES ENTREPRISES...

LA CONFIANCE N'EST PAS FORTE

"Malgré les difficultés" actuelles et pour témoigner de la *"confiance"* dans l'avenir de l'usine, la direction nous a donc augmentés au 1er juillet - comme convenu - de...0,4% !

S'il faut mesurer la confiance en l'avenir de l'usine à l'échelle du pourcentage de notre augmentation, cela sent le roussi !

De quoi nous dire qu'il n'y a plus qu'à faire confiance à 100% en nos luttes pour assurer l'avenir de notre emploi et de nos salaires.

0,4 - 0,4 = 0

Au 1er juillet, + 0,4% d'augmentation des salaires. Au 1er août, baisse des salaires de 0,4%, à cause de l'augmentation des cotisations sociales liées à l'assurance chômage.

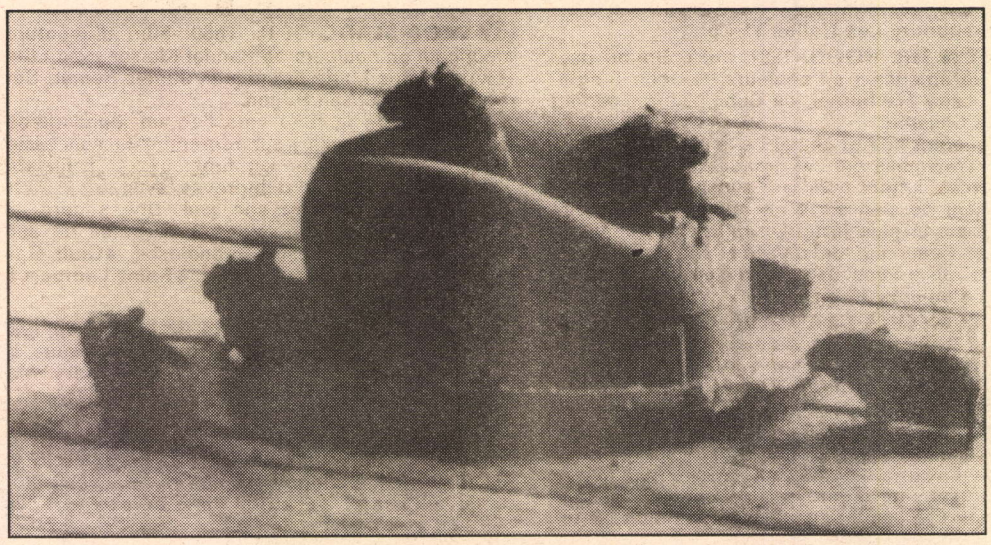
Résultat des courses au 1er septembre : 0%.

(*extraits du bulletin* Lutte Ouvrière *Trailor-Lunéville*)

La Peste

de Luis Puenzo

d'après le roman d'Albert Camus



■ Le cinéaste argentin Luis Puenzo a adapté à l'écran le plus célèbre roman d'Albert Camus, *"La Peste"*, un roman écrit au moment où le monde était plongé dans la Deuxième Guerre mondiale. Dans les pays en guerre, la population était soumise à des appareils d'Etat militarisés, à la multiplication des lois d'exception, à l'arbitraire des administrations policières. Une chape de plomb pesait sur toute la société, et la guerre amenait la souffrance et la mort pour des millions d'individus.

En décrivant la ville d'Oran, victime d'une épidémie de peste et dont l'isolement la soumet à un état de siège, c'est cela que Camus a voulu évoquer. Quand le livre sortit en 1947, ce fut un succès et tout le monde reconnut dans *"La Peste"* le fascisme à peine disparu, ou les dictatures qui sévissaient toujours. Camus prévenait à la fin du roman : *"Le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais... Il peut rester pendant des dizaines d'années endormi dans les meubles et le linge ... Un jour viendrait où, pour le malheur et l'enseignement des hommes, la peste réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse."*

C'est comme si le monde était sans issue, comme si la peste était une condamnation à laquelle on ne pouvait rien collectivement. Dans son roman, Camus ne montre d'ailleurs que des individus qui réagissent chacun séparément selon leurs motivations personnelles, même si le plus souvent il les montre courageux, comme le docteur Rieux qui en entraîne d'autres dans son combat contre la peste.

Camus ne croyait pas à l'action collective contre l'oppression. Philosophe, écrivain, journaliste, homme de théâtre, il "témoignait", comme on dit. Né en Algérie, dans une famille pauvre du Constantinois, il adhéra un an, en 1934, au Parti Communiste où il s'occupa de la propagande parmi les musulmans. En 1939, il dénonçait la *"Misère de la Kabylie"* dans le journal favorable au Front populaire, *Alger Républicain* ; en 1945, il prit le parti des insurgés de Sétif ; en janvier 1956, dans *L'Express*, il lança son appel pour *"Une trêve civile"* entre les nationalistes algériens et la population d'origine européenne d'Algérie qui commençait à être entraînée par les ultras de l'Algérie française, renvoyant en quelque sorte les deux parties dos à dos. Dans ces événements d'Algérie qui le concernaient de près, il n'eut pas de prise. Son rôle se limita là aussi à celui d'un témoin, d'un intellectuel refusant l'engagement politique au nom de positions morales, idéaliste au sens philosophique du terme : *"Mon rôle, je le reconnais*, – écrivait-il – *n'est pas de transformer le monde, ni l'homme : je n'ai pas assez de vertu, ni de lumières pour cela. Mais il est peut-être de servir à ma place les quelques valeurs sans lesquelles un monde, même transformé, ne vaut pas la peine d'être vécu, sans lesquelles un homme, même nouveau, ne vaudra pas d'être respecté"*.

Cela dit, l'adaptation de *"La Peste"* par Luis Puenzo est ennuyeuse. A la transposition qu'était déjà le roman de Camus, il en ajoute une autre en plaçant le roman quelque part en Amérique latine, à une époque imprécise. Et à force de ne vouloir manipuler que des symboles et de ne pas appeler les choses par leur nom, certaines scènes perdent toute signification. Les personnages ne vivent pas un drame, ils sont là, le médecin, le prêtre, les journalistes, tels des stéréotypes, représentant qui le courage, qui l'individualisme, témoignant chacun à leur manière leur façon de vivre la situation. Luis Puenzo peut leur prêter et leur faire dire des parties entières du texte de Camus, cela ne les rend pas plus convaincants.

Quant à la toile de fond politique, au "malaise d'aujourd'hui" dont le cinéaste prétend sans doute témoigner, il est encore plus vague et estompé qu'il ne l'était dans le roman. Car tout est suggéré et rien n'est réellement montré : faut-il penser aux manifestantes de la Place de Mai à Buenos Aires ? Au stade de Santiago du Chili en 1973 ? ou au Mur de Berlin en 1989 ? Peut-être à tout cela. Sommes-nous en 1950 ou encore en 1990 ? Les voitures d'après-guerre côtoient les téléphones sans fil et les ordinateurs...

Sans doute ce parti pris d'estomper les références de lieu et de temps, pour faire du récit une sorte de leçon morale valable pour toutes les époques, était déjà présent dans le roman. Mais force est de constater que l'adaptation à l'écran ne réussit qu'à lui ôter encore de sa force. Et même si on ne partage pas le point de vue "hors du temps" de Camus dans *"La Peste"*, son roman méritait davantage.

Patricia MULLAN

Ballad of the sad café

de Simon Callow

■ Tiré d'un roman de l'écrivain sudiste américain Carson McCullers, ce film raconte la vie d'une petite communauté agricole dans les années Trente. On y voit comment une petite propriétaire peut maintenir tout un village sous sa coupe, contrôlant tous les aspects de l'exploitation, depuis le ramassage du coton jusqu'à la revente à ses ouvriers des produits de première nécessité.

Le film repose tout entier sur le talent de Vanessa Redgrave dont la performance d'actrice est censée maintenir l'intérêt du spectateur. Malheureusement, il ne suffit pas d'être intrigué par ce personnage d'une femme, assez autoritaire pour boxer presque à mort contre son ex-mari, pour y trouver quelque intérêt.

Pour que ce monde de petits Blancs misérables et bornés prenne un peu corps, il aurait fallu qu'on nous montre aussi que les personnages les plus frustres peuvent garder au moins une étincelle d'humanité. Ce n'est guère le cas et, assez vite, on se demande ce qu'on est venu faire dans cette galère...

J.F.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

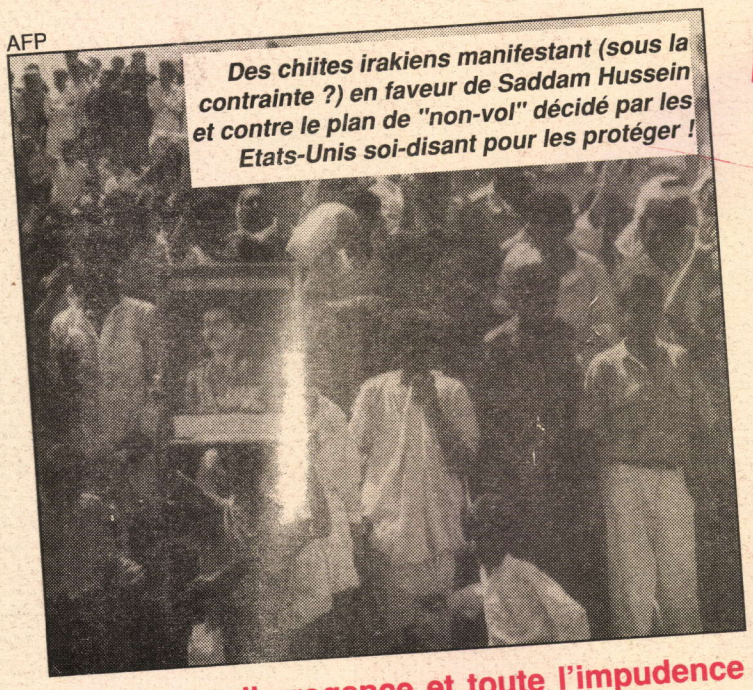
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Irak

LA GUERRE POUR UNE POIGNÉE DE VOIX ?

AFP



Des chiites irakiens manifestant (sous la contrainte ?) en faveur de Saddam Hussein et contre le plan de "non-vol" décidé par les Etats-Unis soi-disant pour les protéger !

Il faut toute l'arrogance et toute l'impudence d'un gouvernement impérialiste pour décréter que désormais les avions irakiens ne pourront plus évoluer dans le ciel de leur propre pays au sud du 32e parallèle ! Les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ont en effet purement et simplement décidé qu'ils pouvaient découper dans l'espace aérien irakien une zone d'exclusion. Et le président Bush, dans une déclaration à la Maison-Blanche, a annoncé que *"les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne abattraient les avions irakiens qui violeraient cette zone de non-survol"*.

En clair, ce ne sont pas les avions US, britanniques et depuis peu français qui violent l'espace aérien irakien, mais les avions irakiens qui seraient en infraction… à la "loi" décidée ce mercredi 26 août, par le candidat à la Maison-Blanche en mal d'électeurs.

Quant au prétexte choisi, la protection des populations chiites situées au sud du 32e parallèle, il relève de l'imposture. Car au moment de la guerre du Golfe, les centaines de milliers de soldats de la coalition, après avoir repoussé les armées de Saddam Hussein hors du Koweït, sont restés l'arme au pied, sans broncher, lors du massacre des populations kurdes et chiites par l'aviation irakienne. A l'époque, les considérations politiques l'avaient emporté sur les considérations humanitaires. L'impérialisme US ne voulait rien faire qui puisse favoriser une révolte chiite, dont il avait appris à ses dépens, en Iran, à redouter la force d'expansion.

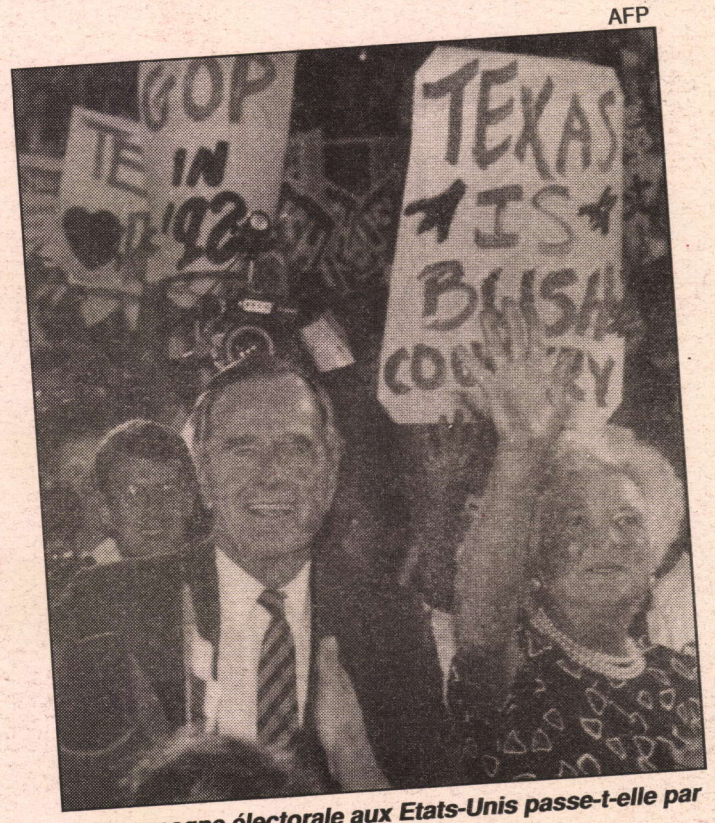
Aujourd'hui, brutalement, les considérations dites humanitaires l'emporteraient. C'est faux. Le geste de l'impérialisme n'obéit qu'à une minable tentative de faire remonter la cote de Bush en spéculant sur le rappel de son prestige après la guerre du Golfe. Et les gouvernements britannique et français sont aux ordres. Tout prêts à donner une légitimité internationale à cette manœuvre de politique intérieure US.

Au Proche-Orient et dans les pays arabes, à part bien sûr l'Arabie Saoudite qui n'a rien à refuser à son grand allié US, la plupart des Etats, pourtant ex-alliés de la coalition, désapprouvent cette ingérence : la Jordanie, l'Egypte, la Syrie, le Yémen et jusqu'à la Turquie qui a tenu à préciser qu'elle refusait de participer à tout projet portant *"atteinte à l'intégrité territoriale de l'Irak"*.

Pour l'instant, Saddam Hussein n'a réagi qu'en paroles, en dénonçant le complot impérialiste qui viserait, selon lui, à la partition de l'Irak et à la mainmise occidentale sur les ressources pétrolières situées au sud du 32e parallèle, et il parle de *"faire front à l'agression"*. On sait qu'il s'agit de rodomontades, mais les rodomontades en février 1991 ont fini par déboucher sur une vraie guerre…

Pourtant, il n'est pas sûr que ce soit judicieux politiquement pour Bush de "remettre ça", d'autant que l'opinion publique américaine ne semble pas passionnée par la nouvelle aventure irakienne. Mais une intervention aérienne, limitée, suffirait peut-être – c'est en tout cas l'un des calculs possibles des stratèges de la campagne électorale – à lui redonner la popularité d'antan.

AFP



La campagne électorale aux Etats-Unis passe-t-elle par une nouvelle campagne d'Irak ?

Ainsi, un an et demi après une guerre meurtrière qui a fait des dizaines de milliers de victimes tant civiles que militaires du côté irakien, après la fameuse guerre "propre" qui n'était qu'une sale guerre à peine camouflée, l'impérialisme US prend délibérément le risque de provoquer un nouveau conflit. Voilà à quoi ressemble le nouvel ordre mondial dont on nous a rebattu les oreilles à l'époque. Le droit du plus fort à faire n'importe quoi, même pour de simples considérations électorales.

Colette BERNARD

Turquie

L'ARMÉE D'ANKARA S'ARROGE LE "DROIT DE SUITE"

AFP



Destruction à Sirnak après l'intervention de l'armée turque

Les affrontements entre l'armée turque et les guérilleros du PKK, organisation armée des indépendantistes kurdes de Turquie, prennent l'allure d'une véritable guerre.

Dimanche 30 août, cinq cents combattants du PKK venus d'Iran se seraient heurtés à l'armée, avec, pour bilan, dix tués du côté des soldats et 43 du côté du PKK, plus d'autres qui auraient été ramenés en Iran au cours de la retraite de celui-ci, ce qui porterait leur nombre à plus de cent.

Des hélicoptères de l'armée turque ont poursuivi les guérilleros jusqu'en Iran, exerçant ainsi vers ce dernier pays un "droit de suite" que les militaires turcs se sont déjà arrogé de longue date en ce qui concerne l'Irak, autre pays d'où proviennent les infiltrations de guérilleros du PKK.

Les violences ne se limitent pas là. Au cours du mois d'août, il semble que l'armée ait opéré une véritable opération punitive contre les habitants de la ville de Sirnak, trop favorables à son goût au PKK, sans que l'on puisse savoir exactement ce qui s'est produit. Par ailleurs, des groupes clandestins probablement proches de l'armée et de la police procèdent depuis des mois à des assassinats de personnalités kurdes, sans bien sûr qu'aucun de ces mystérieux assassins n'ait été retrouvé à ce jour.

L'armée semble imposer de plus en plus sa politique au gouvernement qui, au cours d'une réunion tenue le 27 août dans une base aérienne avec les chefs de l'armée, a affirmé sa volonté *"d'utiliser toutes les méthodes nécessaires pour lutter contre le terrorisme et protéger l'unité de la Turquie"* et de *"frapper le coup nécessaire contre le terrorisme à l'extérieur"*. C'était annoncer clairement que le "droit de suite" s'appliquerait à tous les pays d'où peuvent provenir les guérilleros du PKK, c'est-à-dire l'Irak, l'Iran, mais aussi la Syrie et le Liban… Pourquoi se gêner au moment où les dirigeants occidentaux s'arrogent sans aucun scrupule un droit d'incursion similaire au sud de l'Irak ?

L'accentuation de la guerre au Kurdistan turc risque ainsi de s'étendre rapidement aux pays voisins, mais aussi de rendre de plus en plus tendue la situation en Turquie même. Pas seulement parce que le PKK mène des actions en dehors de la seule région kurde et a revendiqué, par exemple, l'incendie spectaculaire, à Istanbul même, d'un des bateaux de voyageurs qui assurent la traversée du Bosphore, à un moment où ce bateau se trouvait vide et à quai. Mais aussi et surtout parce que l'armée turque est en train d'accroître sa pression et, pour continuer à dénier tout droit national aux Kurdes, de remettre en cause la timide libéralisation politique en cours en Turquie même depuis quelques années, sans rencontrer grande résistance du côté des politiciens "démocratiques" d'Ankara, et avec la complicité ouverte d'autres politiciens "démocratiques", de Washington ou de Paris…

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995